

Questions et réponses: Marché commun, Euratom

Légende: En 1957, le Centre européen de la culture, qui émane du Mouvement européen, publie une brochure qui vante les mérites de la Communauté économique européenne (CEE) et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA ou Euratom).

Source: Questions et réponses, Marché commun. Euratom. Genève: Centre européen de la culture, 1957. p. 1-2; 15-16.

Copyright: (c) Éditions du Centre Européen de la Culture

URL: http://www.cvce.eu/obj/questions_et_reponses_marche_commun_euratom-fr-a2183675-d849-4a2f-9b7a-05d2f80c6f8a.html

Date de dernière mise à jour: 05/11/2015



Questions et réponses: Marché commun, Euratom

[...]

[Le Marché commun]

La production industrielle moderne, rationalisée et de masse, exige de grands espaces économiques homogènes et non plus des marchés étranglés. Dans l'état actuel de son morcellement politique, l'Europe se voit interdire les possibilités du monde moderne.

Ainsi, il n'y a pas une entreprise automobile en Europe qui soit assez grande pour utiliser de manière économique les plus puissantes machines américaines de production. Aucun des pays du continent n'est capable sans apport extérieur de construire de grands avions de transport. Aucun ne peut soutenir l'effort immense de recherche que demande le progrès technique, notamment dans le domaine atomique.

Quelques chiffres : La France (société USINOR) dispose d'un train de laminoir construit à la même échelle et aussi productif que le train de Gary (United States Steel Company) ; mais il ne produit que 1,5 millions contre 2,5 millions de tôles par an à U.S. Steel Co., parce que son marché est moins grand. La productivité et le rendement du capital investi sont donc plus faibles. La puissance productive de l'Europe occidentale représentait 29 % de la production industrielle mondiale en 1950 (c'était 50 % avant 1914 et 39 % en 1938) contre 41 % à l'Amérique du Nord et 17 % à l'Union soviétique (3 % en 1913).

Par tête, l'Américain produit environ 1800 dollars et en consomme 1400 ; l'Européen se contente du tiers de ces deux chiffres. Et pour gagner et consommer plus, l'Américain travaille moins ; environ 2050 heures par an, au lieu de 2200 en France et 2470 en Allemagne. C'est pourquoi la création d'un marché commun européen permettra à l'Europe de se faire à la mesure du monde actuel.

[...]

[Euratom]

Les États-Unis et l'Union soviétique se sont engagés à fond dans la nouvelle révolution technique due aux applications industrielles de l'énergie atomique. Il est urgent que l'Europe s'y engage à son tour, sous peine de devenir une région sous-développée. L'Euratom est une réponse des Six à cette nécessité pressante. L'écart entre la production et les besoins énergétiques de l'Europe devient de plus en plus difficile à combler. Pour les pays membres de l'OECE, cet écart entre la consommation et la production d'énergie primaire était de 146 millions de tonnes d'équivalent en charbon, en 1955 ; il sera de 195 en 1960 et de 445 en 1975. Quant aux pays membres de la CECA, du Marché commun et de l'Euratom, ils importent à l'heure actuelle environ le quart de l'énergie qu'ils consomment. Sans l'effort nucléaire, c'est environ 40 % de leur énergie qu'ils devront importer en 1975. On pourrait se demander s'il est vraiment indispensable que cet effort soit fait en commun. Les trois « sages » atomiques, MM. Louis Armand, Franz Etzel et Francesco Giordani ont répondu à cette question dans leur rapport « Un objectif pour l'Euratom ». Tandis que les plans actuels des six pays de la Communauté pris séparément devraient aboutir à l'installation d'environ 6 millions de Kw d'ici 1967, les trois « sages » ont évalué à environ 15 millions de Kw la capacité d'énergie nucléaire qui pourra s'intégrer dans le système d'électricité des six pays au cours des dix prochaines années. Cet objectif, nettement supérieur à la somme des plans actuels des six pays, devrait permettre de stabiliser les importations des combustibles à partir de 1963. Un effort commun est donc indispensable pour éviter la déperdition des efforts isolés, et pour obtenir des résultats supérieurs par la mise en commun, notamment, des moyens de recherches et des investissements. Quelques chiffres comparatifs feront saisir les ordres de grandeur des investissements faits par les gouvernements : on peut estimer que les États-Unis ont consacré jusqu'en 1956 environ 15.000 millions de dollars à l'énergie nucléaire et la Grande-Bretagne environ 1.500 millions de dollars. En déduisant les dépenses militaires, il resterait pour l'énergie industrielle environ 3000 millions de dollars aux États-Unis et 500 millions en Grande-Bretagne. Parallèlement, la France a dépensé environ 200 millions de dollars en neuf années. L'insécurité des sources d'énergie extra-européennes (Suez), le manque de ressources propres suffisantes, et les promesses encore lointaines d'un pétrole eurafricain, tout

milite en faveur d'un effort nucléaire commun. La volonté d'indépendance économique et de progrès social l'impose.

[...]